

AU SECOURS ON TUE

Opposant au régime du colonel Mengistu, l'obligation de réserve que m'impose mon statut de réfugié politique en France m'interdit d'intervenir dans l'affaire Franco-française qu'est devenue la polémique sur l'aide humanitaire à l'Ethiopie. Aussi c'est avec beaucoup de réticences et dans le seul souci de verser au dossier le point de vue de quelqu'un qui vit ce drame au plus profond de son âme que je me permets d'émettre quelques remarques.

Lancée par l'organisation Médecins sans Frontières (France) expulsée du pays en décembre 1985 cette polémique apparaît comme le type même de faux débat sur fond de vrai règlement de compte idéologique.

Ce qui aurait pu être un problème de fond, celui de savoir si oui ou non les organisations humanitaires doivent travailler auprès des peuples soumis à des dictatures, n'est pas abordé de façon directe et sérieuse. Il ne l'est pas parce que personne ne peut remettre en cause cette idée généreuse qui constitue la base même d'organisations humanitaires : la solidarité entre peuples au-delà de frontières idéologiques ou politiques.

Ce "sans frontièresisme" dont l'ambition est d'intervenir partout où les peuples souffrent ne peut pas se permettre le luxe de choisir les dictatures sous lesquelles l'action humanitaire peut s'exercer. Une telle démarche aboutirait fatalement à faire une distinction entre victimes. Et dans un contexte où les violations des droits de l'homme sont devenues un phénomène mondial, le combat risque de cesser faute de victimes "dignes". Puisqu'il ne resteraient alors que la Suisse et quelques pays voisins sur lesquels veilleront quelques Médecins Frontaliers.

Heureusement, on en est pas encore là. Pour ce qui concerne notre pays, tout le monde semble être d'accord : il faut malgré tout aider l'Ethiopie. Même Messieurs Gluksmann et Wonton, dans leur ouvrage au titre éloquent, si j'ose dire, "Silence on tue" en conviennent. D'après eux "la question n'a jamais été aider ou ne pas aider. Mais comment aider". (pp 116)

Sur une quarantaine d'organisations européennes et nord américaines travaillant en Ethiopie seuls les Médecins sans Frontières (France) n'ont pas su trouver la réponse adéquate à cette question. De ce fait, leur entreprise humanitaire en Ethiopie a été un échec.

"Silence on tue". Voilà comment on essaie de "situer" le débat en cours entre ceux qui ont ainsi déclaré forfait et les autres qui ont su rester sur place pour répondre à l'appel des enfants d'Ethiopie qui, eux, crient plutôt "au secours on tue".

Il s'agit là d'une formule choc d'autant plus irresponsable qu'elle laisse entendre que la polémique serait entre partisans et adversaires du silence face à la politique irresponsable de la dictature éthiopienne. Ce qui est faux.

Les organisations non gouvernementales françaises qui travaillent aujourd'hui dans ce pays n'ont pas attendu 1986 pour dénoncer ce qui se passe et pour apporter leur soutien à ceux qui souffrent. Elles n'ont pas gardé le silence face à la politique criminelle de transfert de population et de villagisation. Elles ne participent pas non plus au financement de ces programmes.

Le débat est tout simplement entre adeptes de tapage médiatique et ceux qui préconisent une dénonciation

responsable qui ne perd jamais de vue les exigences de rester auprès des victimes qui, elles, n'ont jamais demandé à personne de partir.

Il est vrai que le silence tue. Le tapage médiatique et le chantage politique aussi. On l'a vu avec les bébés prosoviétiques morts dans les camps de Bati et de Koroume, abandonnés par ces médecins aux frontières idéologiques pour cause de défense de droits de ces enfants à la dignité et à la vie.

Quel est alors le fond du problème ? Les formules choc "la pitié dangereuse" et les questions faussement naïves "jusqu'où peut on collaborer avec les bourreaux pour sauver leurs victimes ?", trahissent à l'évidence un souci de règlement de comptes idéologiques. Dangereuse pour qui ? Comment peut on qualifier de "collaboration" avec les bourreaux, le fait de sauver leurs victimes ? Inutile de poser des questions de ce genre puisque les auteurs de ces formules ont délibérément quitté le domaine humanitaire pour entrer dans celui de l'idéologie et de la haute stratégie politique.

La pitié est dangereuse parce que, même si elle sauve des millions de vies humaines, elle renforce la dictature éthiopienne et contrarie de ce fait le combat contre l'expansion soviétique en Afrique. Pour ces pourfendeurs de l'Empire du Mal, aider c'est consolider le régime totalitaire. Se retirer c'est aggraver la crise en Ethiopie de façon à ce que la situation devienne explosive.

L'aide internationale : facteur de consolidation du régime ? Il est vrai que de l'épreuve qu'elle vient d'infliger à notre peuple, la dictature en est sortie renforcée. En détournant UNE PARTIE de l'aide internationale pour réaliser ses campagnes de transferts massifs de

population et de villagisation le régime a abusé de la générosité des peuples du monde. Faut-il en conclure pour autant que l'arrêt de cette aide et le départ massif des organisations non gouvernementales sont les moyens les plus indiqués pour venir en aide au peuple éthiopien ?

Nous disons non. Dans un contexte où la politique des responsables éthiopiens prépare d'autres drames, partir lorsqu'on peut encore faire quelque chose serait la meilleure façon de prendre rendez-vous pour dans cinq ou dix ans. Nous disons non, ensuite et surtout parce que l'équation aide internationale égale consolidation du régime totalitaire est trop simpliste pour tenir compte de toutes les réalités complexes qui gouvernent l'action des organisations non gouvernementales dans notre pays.

Il est faux de dire que cette aide est seule responsable du renforcement du régime. La famine elle-même a permis à la dictature de se rapprocher de ses objectifs collectivistes en aggravant la vulnérabilité des paysans. Mais force est de constater que l'aide internationale, tout en sauvant des millions de vies humaines, a aussi pas ses modalités de distribution et par les méthodes d'intervention des organisations indépendantes, contribué à freiner et même à contrarier les ardeurs totalitaires du régime. Toute l'aide internationale ne passe pas par l'organisme officiel qu'est la RRC. L'aide privée, celle qu'apportent les organisations non gouvernementales, passe par leurs propres antennes locales. Quant à l'aide publique, celle provenant de la CEE par exemple, près de la moitié est distribué par les organisations internationales (CICR, UNHCR, UNICEF, PAM, etc...) et par les organisations non gouvernementales qui opèrent sur le terrain. Pour l'année 1986 par exemple sur 197.010 T de céréales acheminées par la CEE, près de la moitié, c'est-à-dire 97.000 T sont passées par ces canaux indépendants.

Le gouvernement aurait aimé que toute l'aide lui soit confiée. C'est ce qu'il avait demandé publiquement, en février 1985, arguant [REDACTED] que les organisations non gouvernementales "détournent" une bonne partie de l'aide accordée au peuple éthiopien. C'était l'époque où le Colonel Mengistu rêvait tout haut et parlait de transférer 1.500.000 paysans vers les "terres vierges" du Sud.

A ce jour, le nombre de paysans arrachés à leurs villages s'établit à 600.000. Qui peut dire combien auraient été transférés si ce mécanisme de distribution de l'aide d'urgence, dont l'un des éléments clés est la présence dans le pays des organisations indépendantes, n'avait pas été mis sur pied ?

On peut même aller plus loin. Malgré de nombreuses contraintes politiques et bureaucratiques, les organisations non gouvernementales sont libres de la disposition de leurs fonds.

Elles mènent des programmes en dehors des priorités officielles. C'est-à-dire, comme c'est souvent le cas de telles actions sous des régimes totalitaires, contre elles. Là où la vulnérabilité du paysan a facilité de véritables raffles, l'action des organisations non gouvernementales (fourniture de semences, d'outils agricoles, d'engrais, de forages de puits, de formation, etc...) aide à consolider la situation du petit paysan, cette "bête noire" de Mengistu. Elle contribue ainsi à le FIXER dans son village.

Se retirer pour aggraver la crise et pour mieux préparer le terrain à des explosions ? Il est à se demander ce que, en fait de crise, ces "stratèges" souhaitent à notre peuple qui vient de survivre à ce qu'on a appelé, à juste titre, la "famine du siècle". La famine du millénaire peut

être ? Mais malheureusement les crises, aussi graves qu'elles soient ne sont pas à elles seules porteuses d'espoir.

Le changement politique tant souhaité par tous ne peut venir que d'une opposition démocratique qui s'érige en alternative nationale et crédible à la dictature. Or, c'est précisément l'absence d'une telle force qui explique l'impasse meurtrière dans laquelle s'est enfermé notre pays depuis quelques années.

Il est vrai que dans cette "société en dissidence" les forces d'opposition ne manquent pas. Je ne sais pas si tout le monde a remarqué ce paradoxe, parmi tant d'autre dont ce pays souterrain semble avoir le secret : la majorité des fronts armés qui font l'objet de tant de sollicitude de la part des occidentaux ne se battent pas pour remplacer le régime. La prise de pouvoir à Addis Abeba n'est pas dans leur programme politique. Il ne s'agit pas ici de contester leur choix mais tout simplement de souligner le fait que ces fronts ne sont pas aptes à combler le vide politique dont souffre notre pays.

Ceci ne veut pas dire que tout le monde a fait une croix sur une Ethiopie unie, démocratique et indépendante. Tous ceux qui y sont allés et ont eu l'occasion d'observer la situation, reviennent avec l'impression que la dissidence, qui ne s'affiche pas encore au grand jour, est partout. Sans que leur état d'organisation et d'unité soit, du moins pour le moment, en mesure de menacer la dictature, les forces d'opposition éthiopiennes travaillent dans des conditions inouïes pour doter le pays de cette alternative nationale et crédible.

Impitoyablement décimés et toujours traqués par le régime, "interdits de séjour" dans les pays voisins, combattus par les superpuissances et à peine soutenus par les

forces démocratiques occidentales, ces opposants "panéthiopiens" commencent seulement à relever la tête après des années passées dans la gestion discrète et solitaire de la répression.

La solution de la crise éthiopienne viendra en fin de compte de ces démocrates, d'une politique un peu plus réaliste et moins sectaire, des fronts d'opposition armée et surtout du peuple éthiopien lui-même. En attendant, ce que nous demandons à la communauté internationale c'est d'accompagner notre combat en apportant son soutien à tous ceux qui souffrent et surtout en évitant une politique qui laisserait notre peuple dans un huis clos implacable avec ses bourreaux. En fin de compte, ce sera cette politique d'abandon que le peuple éthiopien retiendra comme un acte de collaboration caractérisé.

Negebe Gobezié